



CODESRIA

12th General Assembly
Governing the African Public Sphere

12e Assemblée générale
Administrer l'espace public africain

12a Assembleia Geral
Governar o Espaço Público Africano

ةي عمجل ةي مومعلا ةي ناثلا رشع
حكم الفضاء العام الإفريقي

**Espace public et participation politique en Afrique.
Le cas de l'Algérie**

Mourad Moulai Hadj¹
CRASC, Université d'Oran



07-11/12/2008
Yaoundé, Cameroun

Résumé

Relire l'histoire politique de l'Afrique est une dimension très intéressante pour l'étude de la formation et la reformation de l'espace public. Nous vivons une phase historique qui a influencé la liberté politique des peuples africains ainsi qu'une résistance à toutes expressions d'opinions antagonistes, et cela est dû aux facteurs de marginalisation accentués par l'analphabétisme. Ce contexte historique a provoqué une limitation de l'espace public et une marginalisation voulue des différentes minorités et classes populaires. De là, la participation de la communauté politique a été mise à l'écart par des Etats-nations dirigés généralement par une dictature politique anti démocratique, défendue par la présence d'un conflit idéologique et politique international entre deux pôles, l'ouest capitaliste et l'Est communiste.

L'année 1989 représente une nouvelle phase dans la vie politique des nations et cela suite à la démolition du mur de Berlin et la disparition des conflits idéologiques entre les deux pôles antagonistes. Ce changement va enclencher une nouvelle procédure pour la transformation des structures des Etats et son articulation de son rôle de la reformation de l'espace public. L'exemple des événements d'octobre 1988 en Algérie est une expérience dans l'apparition d'un nouvel espace public qui allait donner naissance à la vie politique et associative, avec une accentuation d'un multipartisme et un pluralisme électoral. Cette expérience dans la démocratisation a pu créer un espace public dynamique avec des mouvements associatifs, une nouvelle citoyenneté, une nouvelle forme de conflits politiques et une nouvelle culture politique.

Enfin pour enrichir notre communication, nous exposerons quelques données de terrain¹ sur la participation des jeunes oranais dans l'espace public et leurs attitudes politiques.

1. Introduction

Les pays africains étaient jusqu'à la fin du dernier siècle des pays dominés et opprimés par des empires colonisateurs visant principalement l'exploitation des ressources naturelles de ce continent riche en matières premières. Il est en même temps à noter que la présence de cette colonisation a favorisé des classes sociales au détriment d'autres classes dans le but de protéger sa position colonisatrice. On ne peut pas nier que cette longue occupation a été une forme de formulation et d'acquisition d'une culture politique antagoniste à la colonisation,

¹ Une enquête réalisée par notre groupe de recherche au CRASC sur un échantillon de 500 jeunes de la ville d'Oran, dans le cadre d'un projet de recherche intitulé : « jeunes algériens entre marginalisation et intégration ».

parmi une élite africaine qui voyait dans le travail politique la seule arme possible pour acquérir l'indépendance de leurs pays.

Seulement cette mouvance politique n'était pas généralisée puisque une majorité de la population était moins politisée suite à l'illettrisme qui a accéléré la marginalisation de certains groupes de la participation dans l'espace public. En outre, l'indépendance de ces pays n'a pas entraîné l'encouragement de ces groupes à rejoindre cet espace, tant que les systèmes politiques mis en place étaient généralement des systèmes autoritaires reposant sur des formes et des règles de dictatures politiques anti-démocratiques, protégés par la présence d'un conflit idéologique et politique international.

Dans ces pays, on ne pouvait pas penser à une quelconque transition démocratique avant la démolition du mur de Berlin, qui allait donner naissance à une dynamique de changement politique et économique un peu partout dans le monde. Cette transition démocratique a été accélérée après les événements tragiques du 11 septembre qui imposent des nouvelles règles et normes politiques, et une apparition d'un espace public avec un nouvel habit. Dans cette atmosphère politique particulière les acteurs sociaux s'habituent à une nouvelle communauté politique et acquièrent une socialisation politique qui diffère de celle vécue jusque là par les anciennes générations.

Le cas de l'Algérie est illustratif de ce qu'on vient de développer, nous essayerons d'analyser, à cet effet, la participation d'une catégorie sociale (les jeunes) dans l'espace public à travers un faisceau d'indicateurs de participation politique. Mais avant de procéder à ce développement nous jugeons utile de donner un aperçu sur le concept de l'espace public et l'histoire politique de l'Algérie dans l'apparition de la société civile.

2. Espace public et communauté politique

L'histoire de l'humanité et l'interaction des individus ont donné naissance à différents concepts d'ordre philosophique, sociologique, politique, économique et historique. La notion de l'espace public est l'une de ces notions largement utilisées et débattues dans le domaine des sciences humaines et sociales. Le mérite revient sans conteste à Jürgen Habermas qui a initié cette notion dans son travail sur l'espace public et le développement d'une publicité constitutive de la société bourgeoise. Dans ce travail, Habermas définit l'espace public comme « le processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où

la critique s'exerce contre le pouvoir de l'Etat »². L'émergence et le développement du principe de publicité donnent naissance à une légitimité de contrôle de l'autorité politique. Les individus appartenant à la société bourgeoise ont une culture qui leur permette d'acquérir des attributs et des compétences politiques, aidant ces catégories sociales à développer des aptitudes et une légitimité à la critique rationnelle à l'égard de l'autorité politique. De cela, Habermas présente la notion de publicité comme dimension constitutive de l'espace public et comme principe du contrôle du pouvoir politique. Seulement il voit un déclin de la fonction critique de l'espace public et cela suite aux transformations structurales contemporaines de l'espace public, le passage de l'Etat constitutionnel libéral à l'Etat social. L'intervention croissante de l'Etat social dans tous les domaines de la vie sociale conduit à ce que Habermas appelle « une reféodalisation » de la sphère publique. Pour cela, Habermas observe que la dépossession de la sphère publique de ses fonctions critiques a mené à une dépolitisation croissante des administrés. Ce paradigme de l'évolution de l'espace public présenté par Habermas a été critiqué par A. Farge³. Cette dernière considère que l'espace public n'est pas seulement constitué par une bourgeoisie ou des élites sociales cultivées mais aussi par la grande masse de la population qui participe au développement d'une liberté d'opinions et une identité suite aux discussions politiques.

Suite à cette notion d'espace public, nous estimons par notre part qu'il n'y a pas d'espace sans renforcement d'une culture de vivre ensemble, et cela est de plus en plus fréquent avec les changements des sociétés et leur urbanisation croissante. Nous assistons au développement d'un caractère nouveau des communautés politiques basé sur un espace commun, où de nouvelles règles et normes sont développées. « Le monde ne peut exister comme monde commun si un dialogue avec les autres s'instaure, susceptible d'aboutir à des règles sur lesquelles se dégage un accord favorisant le vivre ensemble »⁴. De cela on ne peut pas concevoir un monde commun et une culture de vivre ensemble avec des intérêts, des opinions variés et multiples, ainsi que l'apparition des attitudes antagonistes qui nous permette de donner une dynamique sociale au monde que nous vivons. Ce monde n'a pas d'existence chez ces individus, portant des opinions antagonistes, sans le développement d'un espace public politisé. Jean-Louis Laville voit que : « l'espace public ne vaut que s'il est

² Cf. Jürgen Habermas, 1978, *l'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot

³ Arlette, Farge, 1992, *Dire et mal dire, l'opinion publique au XVIII^e siècle*, Seuil, Paris.

⁴ Jean-Louis Laville, 1997, « l'association : une liberté propre à la démocratie » in Jean-Louis Laville et Renaud Sainsaulieu, *Sociologie de l'association : Des organisations à l'épreuve du changement social*, Paris : Desclée de Brouwer.,p. 54

en mesure de ménager la pluralité des opinions, la conflictualité des intérêts et la différence des perspectives »⁵.

Certes, on ne peut pas imaginer cet espace public sans sa contribution dans la formation de l'opinion publique qui est considérée, à côté des autres institutions l'école, l'usine, l'université et les masses médias, une autre institution de socialisation ou resocialisation pour différentes catégories sociales. En ce sens l'espace public est une forme de développement de la société civile qui est un théâtre d'affrontements d'idées, de discussions et de négociations entre les différentes couches sociales.

Dans nos sociétés civiles contemporaines, on assiste à l'ancrage de l'espace public où des groupes sociaux essayent d'influencer et de monopoliser l'expression publique légitime, faute de la marginalisation des autres catégories qui se battent pour leur reconnaissance. Mais y a-t-il une reconnaissance sans une participation active dans l'espace public ?

Le développement de la société civile et l'exercice de la citoyenneté ne peuvent pas être complètes sans une participation efficace des catégories sociales à la communauté politique. Cette contribution peut être effectuée à travers la participation aux scrutins et élections, aux partis politiques et aux associations politiques, avec une liberté totale d'opinions et attitudes politiques comme signes de démocratie.

3. Algérie, société civile et espace public : un aperçu historique

Depuis 1962, année de l'indépendance, l'Algérie a hérité une tradition politique forgée par une idéologie révolutionnaire et anti capitaliste. La guerre de la libération nationale a été une institution pour le développement d'une communauté politique qui défendait la réalisation d'un projet de développement et l'instauration d'un Etat social, tout en limitant la dynamique de l'espace public suite à une hégémonie politique favorisant le parti unique et la domination de l'Etat sur la société et ce, dans tous les domaines.

L'Etat social en Algérie instaurait un pouvoir, une légitimité politique et révolutionnaire qui n'a pas été toujours en faveur de la machine économique et sociale. Certes, cette politique de développement a donné naissance à différentes formes de réalisation d'infrastructures visant le bien être d'une population de masse tout en utilisant et travaillant des slogans sur fond de populisme « l'école pour tous, la santé pour tous, le logement pour tous, etc. », cette politique est consolidée par la rente pétrolière qui finançait tout ce grandiose projet de développement. Mais les choses ne fonctionnaient pas toujours comme le désirait la

⁵ Ibid., p.55

communauté politique de ce pays, on assiste alors à partir des années 80 à une dégradation vertigineuse dans le pouvoir d'achat de la population, la montée inquiétante du chômage des jeunes, le déclin continu de la productivité dans les ateliers du travail et l'affaiblissement généralisé de l'appareil politique basé sur un parti unique. C'est la conséquence directe de la baisse du prix du pétrole à partir de la crise mondiale de 1986.

Durant cette phase de développement de notre Etat-nation, l'espace public était largement monopolisé par un groupe appartenant au seul parti 'légitime' au pouvoir, le FLN (le front de libération nationale) qui influençait fortement l'expression publique à travers les appareils de l'Etat et les mass media, tandis que d'autres groupes dominés et marginalisés se battent pour leur reconnaissance⁶. L'atmosphère politique était caractérisée par l'apparition des organisations de masses défendues par le parti unique. Ces organisations représentent un soutien indéfectible pour le pouvoir politique et un espace de promotion sociale et d'enrichissement illicite d'une catégorie sociale⁷.

A partir de cette période, nous assistons à l'apparition d'un espace public conflictuel avec la mouvance d'une jeunesse cultivée et instruite religieusement qui devenait une masse critique menaçante au régime politique. Cette lutte a été propagée dans l'espace public à travers des émeutes qui se propageaient un peu partout en Algérie et en particulier dans les grandes villes, secouées violemment par les événements d'octobre 1988. En effet, octobre 88 est un indicateur significatif de la crise politique du pouvoir en place et une représentation de la société en effervescence. On peut résumer ce seuil politique en crise des partis uniques et des systèmes autoritaires un peu partout dans le monde. L'an 1989 était une année des ouvertures politiques avec la démolition du mur de Berlin et la redynamisation de l'espace public.

En Algérie la transition démocratique a commencé avec la constitution de février 1989 où on assiste pour la première fois à une ouverture vers le multipartisme, elle a été une phase de promulgation des élections municipales avec une participation massive de plusieurs partis dont la majorité activait dans la clandestinité avant 1989. Le régime politique basé sur le parti unique est en perte de vitesse dans les textes et la pratique. Rezsohazy affirme à juste titre: « en politique, un cas fréquent mérite d'être signalé : les représentants des classes

⁶ Ibid, p.55.

⁷ Pour plus de détail, cf. Omar Derras, 2005, « le phénomène associatif à l'ombre des réformes en cours en Algérie : réalités et perspectives » in INSANIYAT, vol.28 : pp 23-38.

dirigeantes, quel que soit le régime en vigueur, sont menacés de pareille incapacité de s'adapter chaque fois que des forces montantes nouvelles réclament le partage de pouvoir »⁸.

Dès cette première expérience de multipartisme nous constatons une domination d'un parti islamique qui est le FIS (Front Islamique du Salut) qui remportait largement la majorité des assemblées populaires communales. Cette organisation politique se présentait comme une hégémonie nouvelle suite à la multiplication de ses partisans et sympathisants ; il a eu tous les moyens nécessaires à sa portée pour se propager profitant amplement de la colère de la population contre le pouvoir antécédent en faillite. La réussite de cette nouvelle hégémonie religieuse sur une majorité de la population est due à la faiblesse des institutions politiques du système et l'utilisation de la mosquée pour diffuser les discours extrémistes, menés par les « émirs », et qui étaient généralement critiques envers le pouvoir politique en place.

Dans ce contexte le FIS gagnait plus de places dans l'espace public algérien suite à son succès retentissant dans des élections législatives en fin 1991, tout en utilisant différentes formes d'influencer les électeurs nationaux, et donc menaçait le pouvoir déliquescents en place. Auparavant ce dernier n'a pas pu valider les résultats des suffrages ce qu'allait entraîner le pays dans une guerre civile qui a duré des années, affectant par la même l'économie algérienne et la paix sociale. Généralement cette période, particulière a été représentée comme une décennie noire dont plus de 100 mille personnes ont été victimes de cette tragédie. Durant cette phase d'expérience politique douloureuse les points de vue des politologues et chercheurs en sciences sociales n'arrivaient pas à un consensus sur la réussite ou non de l'expérience algérienne dans sa transition démocratique⁹.

Durant cette période le pouvoir en place et l'appareil militaire essayaient de négocier, avec les combattants de Dieu, 'Moudjahidine' et les 'émirs', toutes formes de dialogue en faveur de la stabilité du pays. Il est demandé expressément à ces émirs le dépôt des armes et le retour à la vie civile pacifique, mais ces négociations n'ont pas été conclus facilement, les actes terroristes odieux ont continué leurs massacres un peu partout dans les villes et campagnes algériennes et cela jusqu'à 1998.

L'an 1999 représentait une nouvelle phase dans l'espace public algérien suite à l'élection du président Bouteflika qui était de retour au pays afin de servir la paix sociale, la relance de l'économie algérienne et le retour du pays dans la scène internationale. Ce projet

⁸ Rudolf Rezsóhazy, 2000, «le temps du politique » in l'acteur et ses raisons : mélanges en l'Honneur de Raymond Boudon, Paris : PUF, p.15

⁹ Pour plus de détail sur cette posture voir, Lars Tor Rydland, 2005, Explaining the failure of the Algerian transition 1994-95 : A rational choice approach, Phd, Département des politiques comparées, Université de Bergen.

ne pouvait avoir naissance sans une volonté politique qui visait pour une première fois la concorde nationale et la réconciliation nationale en deuxième lieu, et cela avec la participation de la population à ces deux grands projets politiques de la nation à travers l'organisation des élections respectivement le 13 mai 1999 et le 15 septembre 2005. En outre, la légitimité militaire et son devoir d'éradiquer tous les terroristes et extrémistes qui ont refusé ces projets de paix, a été défendue par les puissances mondiales et en premier lieu les USA et ce, suite aux évènements tragiques du 11 septembre 2001.

On ne peut pas analyser cette période sans aborder les pratiques politiques et le développement des opinions antagonistes dans l'espace public algérien ; des repentis sont retournés à la vie civile sans être culpabilisés ou jugés par la justice algérienne, mais des proches des victimes et des disparus en colère revendiquent le sort réservé à leurs membres de famille. De leur côté des ONG et des partis politiques accusent ouvertement les généraux et l'institution militaire quant à leur implication directe dans la crise sociale.

En dépit des expériences douloureuses de violence et du terrorisme, l'espace public n'a pas cessé d'être dynamique et ce, suite aux différentes formes de participation et activités politiques de la population. On assiste à une liberté d'expression avec la multiplication de la presse nationale privée, l'organisation des manifestations revendicatives par les jeunes¹⁰, la création des associations et organisations politiques, l'organisation des assemblées générales, des rassemblements et sit-in. Dans cette atmosphère politique peu habituelle nous voulons présenter sous le titre suivant la participation politique en Algérie.

4. Les jeunes algériens dans l'espace public

L'importance du changement social et politique de l'espace algérien va sans doute avoir des conséquences sur l'implication de la population et cela suite à différentes formes d'expériences sociales. Il est à noter que les valeurs et les attitudes politiques prennent d'autres conceptions et perceptions chez les différentes générations et âges¹¹. La socialisation des uns diffère de celle des autres selon les contextes et les périodes de vie des personnes. Rezsahazy affirme : « que tout acteur se trouve, au moment d'agir ou de se comporter, à un point précis de sa trajectoire et ce qu'il fait se comprend à la lumière de ce qui lui est arrivé antérieurement et de ce qu'il a retenu de son passé ».¹²

¹⁰ A titre d'exemple de ces manifestations, on peut citer les manifestations des jeunes de la Kabylie en 2001.

¹¹ Pour plus de détail sur ce point, cf. Mark Tessler et al. 2004, « Political generation in developing countries : evidence and insight from Algeria », in *Public Opinion Quarterly*, vol. 68 : pp 184-216.

¹² Rudolf Rezsahazy, op. cit. p. 16

Le développement d'une culture politique dans l'espace algérien était visible parmi la population, puisque l'espace public a favorisé des discussions sur l'avenir politique de l'Algérie, l'efficacité des élus, des partis politiques etc. En même temps le sort de la crise politique et son interprétation par les mass media représente une ouverture pour la population d'avoir un suivi des évènements ainsi que des actualités politiques.

Malgré cette dynamique politique de l'espace public, on ne peut pas avancer l'idée qu'en Algérie la participation politique est arrivée à un stade très protubérant. Le processus politique de l'Algérie a donné naissance à une fluctuation dans la participation politique. A titre d'exemple le terrorisme et l'Etat de siège ont poussé une majorité de la population d'être moins actif dans la sphère politique et exprimait rarement ses convictions politiques. Notre recherche de terrain sur un échantillon systématique de 500 jeunes de 18- 35 ans habitant la ville d'Oran¹³, nous fournit plus de clarification sur cette culture et cette participation politique.

Quoique la socialisation et la trajectoire des individus auront sans doute certaines influences sur leur politisation puisque la participation des jeunes à la communauté politique est basée essentiellement sur les perspectives à venir dans la société d'appartenance comme le souligne Rezsóhazy lorsqu'il écrit : « l'acteur agit maintenant en vertu d'une finalité qu'il se donne, d'une image du futur qu'il veut introduire dans le présent. Il fait aujourd'hui ce qu'il veut voir réalisé demain »¹⁴.

4.1-Participation et action politique chez les jeunes

Il convient de noter que la participation politique de nos jeunes est conditionnée par le contexte socio politique où ils passent leurs quotidiennetés. Concernant leurs attitudes envers la politique, la majorité (plus de 63 % des enquêtés) croit que la politique n'est pas très importante dans leur vie et seulement 12.8 % voient que la politique est très importante et 20.2 % déclarent qu'elle est assez importante. Pour l'intéressement au politique, les résultats nous indiquent que 36.2% de l'échantillon disaient qu'ils ne sont pas intéressés par la politique et 40.2% de l'échantillon déclaraient qu'ils ne sont pas du tout intéressés par la politique. Cette perception de la politique va être clarifiée par leurs participations et leurs actions dans l'espace et l'institution politique.

¹³ Cette enquête de terrain rentre dans notre projet de recherche intitulé : « jeunes algériens entre intégration et marginalisation », projet domicilié au CRASC, année 2001- 2004

¹⁴ Rudolf Rezsóhazy, op. cit. p. 21.

Les résultats de notre enquête nous confirment la faiblesse du mouvement associatif suite à l'absence remarquée de ces pratiques politiques dans notre société. On ne peut pas imaginer que dans une grande ville (deuxième ville en Algérie) qu'il y a une déficience dans la participation associative. 77.4 % des enquêtés ne participent à aucune organisation ou institutions bénévoles et seulement 0.8% ont déclaré qu'ils adhèrent à des syndicats et partis politiques.

Ces données vont être des indicateurs certains illustrant l'action politique de nos jeunes, la participation limitée au politique, aux institutions et aux organisations politiques va agir logiquement sur l'action politique. De cela, on ne peut pas imaginer que nos enquêtés seront actifs politiquement et auront une puissance politique et une action politique remarquable.

La signature d'une pétition comme forme de contestation politique a été rejetée par la majorité des enquêtés, (69 %) n'entrevoient jamais d'engager cette forme d'action. La même réaction est constatée quand on veut poser d'autres questions concernant l'action politique ; 69.4 % déclarent qu'ils ne participent jamais à un boycott, 67.4 % ne prennent jamais part à une manifestation organisée, 60% ne participent jamais à une grève et 71 % n'occupent jamais des bureaux ou des usines comme forme de contestation.

En effet, les résultats nous exposent, on ne peut plus clairement, la limite de la participation politique chez nos jeunes, et cela peut être expliqué par les priorités des jeunes qui loin, d'être intégrés pleinement politiquement dans la société, cherchent d'autres opportunités telles qu'avoir un emploi stable ou à défaut penser à l'immigration comme ultime solution. Et par cela, nous disons qu'on ne peut pas acquérir nos droits comme citoyen d'une nation sans s'impliquer volontairement, et parfaire nos devoirs envers cette nation. Claude Dubar explique justement cette posture quand il écrit : « être citoyen ne peut pas signifier attendre passivement que l'Etat prenne en charge tous les problèmes, qu'il vous accorde tout ce auquel vous avez droit (prestations sociales, sécurité, école, etc.), sans jamais remplir aucun devoir volontairement assumé »¹⁵. Mais on ne peut pas nier que la problématique de la dépolitisation est devenue une problématique internationale qui touche même les pays qui ont des traditions politiques¹⁶.

¹⁵ Claude Dubar, 2000, La crise des identités : l'interprétation d'une mutation, Paris : Puf, p.143.

¹⁶ Pour plus de détail sur la dépolitisation cf. Claude Dubar, Ibid., p 143-145.

4.2-La perception du pouvoir et gouvernance en Algérie

Nonobstant de la dépolitisation observée chez nos jeunes, on ne peut pas nier qu'ils participent d'une manière ou d'une autre à la constitution d'une opinion publique sur la situation politique du pays. Il est à noter que le boycott de la participation à des élections ou à des associations peut être considéré par des chercheurs comme étant un acte politique présentant le refus du pouvoir, du système politique en place et toutes ses institutions.

En effet, les jeunes enquêtés adoptent des attitudes envers le système de gouvernance suite à leurs expériences sociétales. Le vote en faveur des partis comme acte politique représente l'acceptation de certains partis et le rejet de bien d'autres. On posant une question sur leur projet de vote en cas d'une élection générale, 49.6 % de notre échantillon affirment qu'ils ne voteront pour aucun parti et la deuxième proportion (22.2 %) choisissait le parti FLN (Front de Libération Nationale). Cette attitude nous montre clairement qu'il y a un refus des partis représentant l'espace public algérien et une minorité qui voit dans le FLN le parti qui a une certaine tradition politique, sans oublier que le Président de la république est l'un des membres influents de ce parti qui l'a adopté et accompagné durant toute sa vie révolutionnaire.

Par ailleurs, ces résultats orientent les autres attitudes de nos enquêtés, qui exigent que le leader politique doit avoir une forte conviction dans les fonctions de l'Etat, 79.8% partagent cet avis. En même temps nos jeunes voient que le travail politique demande une certaine rationalité et objectivité, 62.8 % de l'échantillon veulent que les responsables religieux ne doivent pas influencer les citoyens lors des élections, et de même pour les décisions du gouvernement avec une proportion de 55.8 % de ces enquêtés. Dans une autre étude sur l'islam et la démocratie en Algérie, Mark Tessler arrivait à des résultats qui supportent l'idée que l'Islam peut orienter les affaires économiques et commerciales et il ne peut pas être un vecteur pour une démocratie¹⁷.

De cela, nos jeunes enquêtés présentent des attitudes et des perceptions claires envers la réalité politique de leur pays. Ils sont conscients du rôle jugé inefficace des nouveaux partis algériens comme institutions sans tradition ni fondement politique. Ils perçoivent le FLN comme étant une institution qui a des racines profondes dans la politique et l'espace public algérien et qui pourrait être la bonne école de la gouvernance en Algérie et ce, loin des convictions religieuses mais proches des convictions politiques.

¹⁷ Cf. Mark Tessler, 2002, « Islam and Democracy in the Middle East : The impact of religious orientations as attitudes towards democracy in four Arab countries », in Comparative Politics, Vol. 34, pp 337-54.

4.3 -Représentations de l'expérience démocratique en Algérie

La démocratie et la transition démocratique sont des sujets souvent présentés comme indicateur d'une réalité politique basée sur un espace public favorisant les discussions et les expressions politiques antagonistes représentant différents points de vue. En outre la démocratie exige une liberté d'expression et un choix sans conditions des élus. L'Algérie a eu une expérience démocratique, comme on l'a déjà évoqué plus haut, qui va sans doute avoir une incidence directe sur notre échantillon. 56.8 % de nos enquêtés rejettent l'idée que l'armée dirige le pays et préfèrent l'instauration d'une société civile basée sur des orientations politiques optant à développer une liberté d'expression et d'idées, comme 86.2% souhaitant que l'Algérie ait un système politique démocratique.

Les enquêtés ont été appelés aussi à présenter leurs attitudes envers quelques opinions sur le système politique démocratique, 79.4 % de notre échantillon étaient d'accord ou plutôt d'accord à propos de l'idée que la démocratie peut poser des problèmes, mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement.

Enfin, il n'y a pas de Démocratie sans une institution défendant les droits de l'homme et si ces droits ne sont pas respectés on ne peut pas parler de démocratie. 79.2 % de nos enquêtés voient que ces droits de l'homme ne sont pas respectés dans notre pays. Mais la question qui se pose actuellement, c'est peut-on parler de droits de l'homme dans un pays qui vient de sortir d'un état de violence et d'une absence d'un engagement purement politique d'une majorité de sa population ? La question reste ouverte.